

**RÈGLEMENT DE L’APPEL À PROJETS DU FONDS AFRICAIN D’APPUI À LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE INTERNATIONALE - « FACDI »**

**----------------------------**

**5ème appel à projets**

Mai 2025

**S O M M A I R E**

|  |  |
| --- | --- |
|  | Pages |
| **PREMIERE PARTIE : FONCTIONNEMENT DU FONDS** | **5** |
| 1. INTRODUCTION | 6 |
| 1. OBJECTIFS DU FONDS | 6 |
| 1. LES ACTEURS DU FONDS | 7 |
| 1. LES ORGANES DE GOUVERNANCE | 7 |
| **DEUXIEME PARTIE : REGLEMENT DE L’APPEL A PROJETS** | **9** |
| 1. CONDITIONS DE CONTRIBUTIONS DU FONDS | 10 |
| 1. Cas de partenariat bilatéral | 10 |
| 1. Cas de partenariat triangulaire | 10 |
| 1. PROCESSUS DE SOUMISSION | 11 |
| 1. PROJETS ADMISSIBLES | 12 |
| 1. PROJETS NON-ADMISSIBLES | 13 |
| 1. MISE EN PLACE DE LA CONTRIBUTION DU FONDS | 13 |
| 1. CONTREPARTIE EXIGEE | 14 |
| 1. LA CONVENTION DE FINANCEMENT | 14 |
| 1. DISPOSITIONS DIVERSES | 15 |
| 1. Communication | 15 |
| 1. Evaluation | 15 |
| 1. Suivi des prestations | 15 |
| **TROISIEME PARTIE : ANNEXES** | **16** |
| ANNEXE N°1 : FORMULAIRES DE DEPOT DE LA DEMANDE | 18 |
| 1. Cas de partenariat bilatéral | 18 |
| 1. Cas de partenariat triangulaire | 25 |
| ANNEXE N° 2 : PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT | 32 |
| * Version en arabe | 33 |
| * Version en français | 38 |
| * Version en anglais | 44 |
| ANNEXE N°3 : FICHE D’AVANCEMENT DES TRAVAUX | 50 |
|  | |

***FONCTIONNEMENT DU FONDS AFRICAIN***

1. ***INTRODUCTION***

Le **Fonds Africain d’Appui à la Coopération Décentralisée Internationale des Collectivités Territoriales (FACDI)** contribue au développement des collectivités territoriales africaines bénéficiaires directes de l’appui du Fonds et accorde une attention particulière aux projets et actions fédérateurs pouvant bénéficier directement aux populations locales africaines.

Ainsi, depuis sa création, le Fonds africain a lancé quatre (04) appels à projets, suite auxquels 93 Collectivités Territoriales africaines ont bénéficié de l’appui du Fonds, relevant de 26 pays africains bénéficiaires ;

1. ***OBJECTIFS DU FONDS***

A travers la création de ce Fonds, le Ministère de l’Intérieur vise à atteindre les objectifs suivants :

* Orienter la coopération décentralisée vers un partenariat stratégique avec les collectivités territoriales africaines ;
* Inscrire la coopération dans la dynamique de la décentralisation, du développement local, du renforcement des collectivités territoriales et de la démocratie locale ;
* Traduire, dans les projets et actions à mener, l’amélioration des conditions de vie, l’accès aux services essentiels de base et la création d’emplois ;
* Inscrire la coopération décentralisée internationale dans la réalisation des Objectifs du Développement Durable ;
* Favoriser la coopération dite « triangulaire » ou « tripartite » en mettant en œuvre une concertation entre les collectivités territoriales du Sud et les partenaires de coopération telles que les institutions internationales et les agences bilatérales de coopération et les bailleurs de fonds.

1. ***LES ACTEURS DU FONDS***

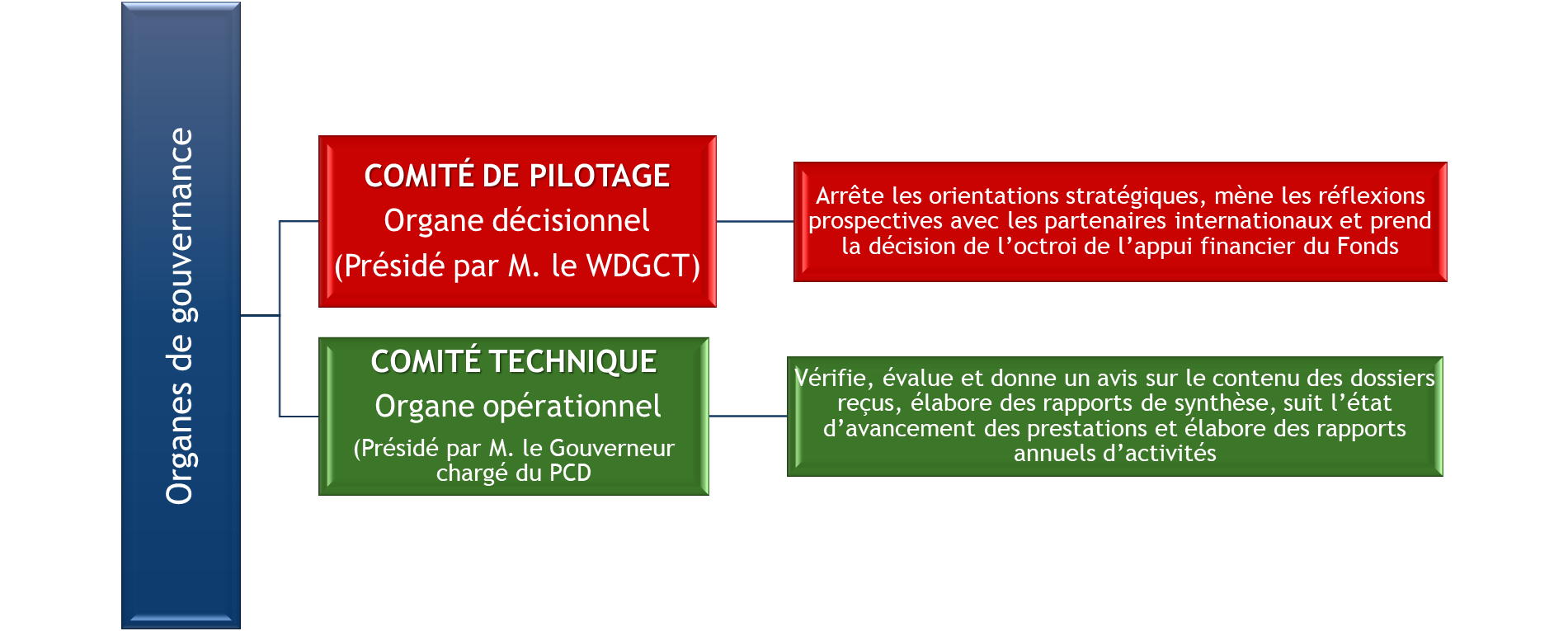
Trois acteurs principaux interviennent dans ce Fonds :

1. ***ORGANES DE GOUVERNANCE :***

Deux organes de gouvernance de ce Fonds sont mis en place.

* Un Comité de Pilotage ;
* Un Comité Technique.

Chaque organe a ses propres attributions :



Outre la Direction Générale des Collectivités Territoriales, sont représentés au sein de ces organes, le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l’Etranger, l’Agence Marocaine de Coopération Internationale, la Direction de la Coopération Internationale, la Coordination Nationale de l’Initiative Nationale du Développement Humain, les trois Associations Marocaines des Présidents des Collectivités Territoriales ainsi que l’ensemble des Directions métiers composant la DGCT.

***REGLEMENT DE L’APPEL A PROJETS***

1. ***CONDITIONS DE CONTRIBUTION DU FONDS :***

Les critères d’octroi des contributions du Fonds pour appuyer la coopération décentralisée internationale des Collectivités Territoriales Marocaines avec leurs consœurs africaines sont, selon les cas, les suivants :

* 1. **Cas de partenariat bilatéral :**

Il s’agit de cas où la Collectivité Territoriale Marocaine contribue au financement de projets ou actions qui seront réalisés sur le territoire de la Collectivité Territoriale partenaire. Dans ce cas, les projets ou actions à réaliser peuvent bénéficier d’un appui de ce Fonds selon les critères ci-après :

* La Collectivité Territoriale Marocaine devra mobiliser sur ses fonds propres au minimum ***30%*** du montant total du projet ou action à réaliser ;
* La Collectivité Territoriale partenaire devra mobiliser quant à elle au minimum ***10%*** du montant total du projet ou action à réaliser ;
* Le reliquat sera financé par l’apport du Fonds (au maximum ***60%***) sans que le plafond de financement n’excède ***2.400.000 Dh*** (Deux Millions quatre cent mille Dirhams). Soit l’équivalent de presque 230.000 Euros par projet ou action.
  1. **Cas de partenariat « triangulaire » :**

La coopération triangulaire décentralisée peut être définie comme un processus de coopération Sud-Sud soutenu par une collectivité d’un pays du Nord ou un organisme ou organisation internationale ou un bailleur de fonds.

Il s’agit donc de cas où un quatrième partenaire se joint à ce partenariat. Dans ce cas, les projets ou actions à réaliser peuvent bénéficier d’un appui de ce Fonds, **pour financer le reliquat du montant du projet ou action.**

A noter que, la contribution des Collectivités Territoriales partenaires, estimée à 10%, à la réalisation des actions ou projets peut se faire en nature (mobilisation d’experts, de formateurs, du foncier, de la logistique, de la documentation, etc.).

Cette contribution sera évaluée et convertie en numéraire pour être comptabilisée dans le montage financier du projet ou action à réaliser.

Cependant, la contribution en nature de la Collectivité Territoriale Marocaine, ne doit en aucun cas, être supérieure à 20% de sa contribution financière à la réalisation du projet ou action.

Dans le cas où, malgré la contribution du Fonds au financement d’un projet ou action, le montage financier n’est pas bouclé, le gap à rechercher doit se faire par les partenaires auprès d’autres partenaires institutionnels.

La contribution du Fonds ne sera mise en place que lorsque le montage financier du projet est complètement assuré. Si le coût réel du projet ou action s’avère inférieur à l’estimation prévue initialement, le montant définitif de la subvention du Fonds sera réadapté, lors du déblocage de la dernière tranche, en fonction du coût définitif du projet ou action.

Ne peuvent postuler pour l’appui financier du Fonds que les Collectivités Territoriales qui mobilisent leur contrepartie.

Tout projet ou action soumis au financement du Fonds ne doit pas excéder, dans sa phase de réalisation, 24 mois (deux ans).

Chaque Collectivité Territoriale ne peut soumettre au financement du Fonds qu’un seul projet ou action à la fois.

Néanmoins, une Collectivité Territoriale peut présenter à l’appui du Fonds africain plusieurs actions ou projets avec plusieurs Collectivités Territoriales africaines à condition que les projets ou actions visent les mêmes objectifs et s’inscrivent dans la même thématique (cas par exemple des bourses diplômantes), tout en respectant le plafond de l’appui du Fonds africain fixé à 60% du coût global des actions ou projets et au plafond de 2.400.000 Dh.

Les Collectivités Territoriales Partenaires ne peuvent postuler à nouveau au financement du Fonds qu’après l’achèvement du projet ou action déjà financé par le Fonds.

Les Collectivités Territoriales Marocaines ne peuvent pas solliciter l’appui du Fonds africain pour un autre projet ou action dans le cas où le taux de réalisation du projet ou action, déjà financé par le Fonds africain et en cours de réalisation, est égal ou supérieur à 75%.

Il est à signaler par ailleurs, que les dossiers déclarés non-éligibles pourront être soumis au financement du Fonds, après la levée des motifs de rejets, lors du lancement de l’appel à projets subséquent.

1. ***PROCESSUS DE SOUMISSION***

Toute Collectivité Territoriale Marocaine (CTM) souhaitant bénéficier du soutien du Fonds africain pour la réalisation d’un projet ou d’une action en partenariat avec une Collectivité Territoriale africaine (CTA) devra, outre être partenaire d’une CTA, formaliser sa demande dans un dossier formé des documents ci-après :

* Le formulaire de dépôt de la demande suivant le modèle annexé au règlement de l’appel à projets ;
* Une lettre conjointe des deux présidents des Collectivités Territoriales partenaires indiquant clairement l’intention de réaliser le projet ou action, les quotes-parts financières mobilisées sur leurs ressources propres ainsi que l’appui financier sollicité auprès du Fonds ;
* Une note de cadrage de deux pages maximum relative au projet ou action à réaliser (objectifs du projet ou action, retombées prévisionnelles sur la population locale, capacité de gestion technique et financière, etc.) ;
* La convention de partenariat dûment signée par les deux partenaires, dans le cas où elle existe déjà ;
* Un rapport succinct quantifié sur l’expérience de la Collectivité Territoriale Marocaine en matière de coopération décentralisée internationale (5 pages maximum) ;
* Une attestation de contribution financière d’un autre partenaire institutionnel dans le cas où, malgré l’appui du Fonds, le bouclage du montage financier du projet n’est pas assuré ;
* Dans le cas d’un partenariat triangulaire, un engagement de l’entité support pour mobiliser sa contribution est nécessaire ;
* Tout autre document jugé utile par les partenaires.

Les dossiers de demandes d’appui du Fonds africain doivent être transmis, en deux exemplaires, à la DGCT avant la date mentionnée dans le règlement de l’appel à projets. Une copie de ces dossiers doit obligatoirement être transmise par voie électronique aux adresses :

[mochakir@interieur.gov.ma](mailto:mochakir@interieur.gov.ma) et [iouberka@interieur.gov.ma](mailto:iouberka@interieur.gov.ma).

1. ***PROJETS ELIGIBLES***

Sont éligibles au financement de ce Fonds tous les projets ou actions portés par les Collectivités Territoriales Marocaines (Régions, Préfectures/Provinces et Communes) et qui relèvent de leurs compétences propres ou partagées telles que définies par les Lois Organiques y afférentes.

Seront privilégiés plus particulièrement les projets ou actions, présentés à l’appui de ce Fonds, qui s’inscrivent dans les thématiques suivantes (liste non exhaustive) :

* Planification et aménagement du territoire (élaboration des plans de développent et schémas d’aménagement du territoire) ;
* Appui aux services de base rendus aux citoyens ;
* Renforcement institutionnel des Collectivités Territoriales ;
* Transfert des connaissances, du savoir et savoir-faire en matière de gestion des Collectivités Territoriales ;
* Développement durable (gestion des déchets ménagers, assainissement liquide, gestion des ressources naturelles, énergies renouvelables, adaptation aux changements climatiques) ;
* Formation et renforcement des capacités des élu-e-s et cadres territoriaux ;
* Amélioration de la qualité des services rendus aux citoyens ;
* Assistance technique par l’amélioration de la capacité de maîtrise d’ouvrage des Collectivités Territoriales ;
* Les études de faisabilité en vue de réaliser des équipements ou infrastructures ;
* L’octroi de bourses de formation diplômantes et de perfectionnement au Maroc ;
* Le développement de l’éco-tourisme et du tourisme durable ;
* La lutte contre la déperdition scolaire ;
* L’employabilité des jeunes.

1. ***PROJETS NON-ELIGIBLES***

Ne sont pas éligibles au financement de ce Fonds, les dépenses afférentes aux :

* Dépenses effectuées avant l’octroi de la subvention du Fonds ;
* Dépenses liées à des projets ou actions déjà réalisés ;
* Dépenses qui ne sont pas directement liées au projet ;
* Contributions à un autre fonds de développement ;
* Le paiement des salaires des fonctionnaires.

1. ***MISE EN PLACE DE LA CONTRIBUTION DU FONDS :***

La DGCT s’engage à informer la Collectivité Territoriale nationale bénéficiaire de l’appui du Fonds des décisions prises par le Comité de Pilotage quinze jours (15) après la prise de décision.

*La DGCT, s’engage également à créer un « Compte de Dépenses sur Dotations » (CDD) pour héberger les contributions du Fonds africain et de la Collectivité Territoriale Marocaine au plus tard 15 jours après la réception du dossier complet y afférent.*

*A cet effet, la Collectivité Territoriale Marocaine doit formuler la demande de création d’un Compte de Dépenses sur Dotations conformément aux dispositions légales en vigueur.*

A titre de rappel, chaque dossier de demande de création d’un CDD doit comporter les documents ci-après :

* La demande de création du CDD présentée par le Président du Conseil élu ;
* Le programme d’emploi détaillé des opérations à effectuer dans le cadre de cette action ou projet. Par ailleurs, il importe de noter que la contribution financière du Conseil élu dans chaque action ou projet doit être également prévue dans le cadre de ce programme d’emploi. Ce programme d’emploi doit obligatoirement préciser la contribution financière à verser à la Collectivité Territoriale africaine pour l’exécution des prestations objet du partenariat ;
* Le P.V de délibération du Conseil élu portant adoption de la création du CDD et la conclusion d’une convention de partenariat.

*De même, la convention de partenariat, en trois (3) exemplaires, dûment signée par les deux partenaires devra être jointe au dossier de soumission à l’appel à projets lancé par le Fonds africain.*

Chaque Collectivité Territoriale bénéficiaire des subventions de ce Fonds est tenue d’informer la DGCT de manière périodique et régulière de l’état d’avancement physique et financier du projet ou action subventionné.

1. ***CONTREPARTIES EXIGEES***

Pour tout projet ayant bénéficié de l’appui financier du Fonds, le bénéficiaire direct s’engage à faire mention de l’aide accordée par le Fonds sur tous supports sous forme rédactionnelle ou numérique avec le logo du Fonds.

Le bénéficiaire direct, en l’occurrence la Collectivité Territoriale partenaire, s’engage également à apporter la preuve de réalisation du projet ou action dans sa totalité, y compris la partie correspondant à son apport financier propre.

Il s’engage également à se soumettre à une évaluation à postériori qui a pour objectifs de :

* Vérifier l’utilisation efficiente de la subvention accordée pour la réalisation du projet,
* Mesurer l’impact du projet ou action.

1. ***LA CONVENTION DE FINANCEMENT***

Une convention de partenariat, document administratif régissant la contribution du Fonds, sera signée entre la DGCT, la Collectivité Territoriale nationale et la Collectivité Territoriale partenaire bénéficiaire de l’appui financier.

Cette convention décrit les modalités du partenariat, en particulier les engagements des partenaires, le programme de réalisation, la durée, le planning de déblocage des tranches de la subvention, les organes de gouvernance, les mécanismes de suivi et d’évaluation, les indicateurs de mesure des impacts du projet ou action, les actions de communication, le règlement des litiges éventuels, etc. (Voir à titre indicatif l’annexe N°2).

1. ***DISPOSITIONS DIVERSES*** ***:***
   1. **Communication:**

La DGCT, à travers les canaux de communication, notamment le « Portail National des Collectivités Territoriales » et autres canaux (mass-média, communiqués de presse, voies diplomatiques et consulaires, etc.) mènera une campagne de communication autour de ce Fonds africain et des projets ou actions subventionnés.

Les Associations des Collectivités Territoriales seront également invitées à participer à cette campagne de communication en ciblant les Collectivités Territoriales ayant une forte expérience en matière de coopération décentralisée pour participer aux appels à projets lancés et en invitant les autres Collectivités Territoriales à y adhérer moyennant un appui technique (appui au montage de projets, réseautage, etc.).

De même, la DGCT s’engage à disposer des modules de formation en matière de montage, suivi et évaluation de projets à l’international.

* 1. **Evaluation** **:**

Une évaluation annuelle devra être menée pour s’assurer de l’efficacité et de l’efficience du dispositif de mise en œuvre de ce Fonds, de son fonctionnement et des résultats atteints par rapports aux objectifs fixés.

De même, une évaluation des projets réalisés, leurs impacts sur les populations locales et leur pérennité sera réalisée après l’achèvement des projets.

Le Comité de Pilotage décidera du mode d’évaluation à entreprendre, soit en interne en impliquant les Directions métiers concernées, soit en externe en la confiant à un consultant privé.

L’appui du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l’Etranger est sollicité, à travers les représentations diplomatiques et consulaires, pour contribuer au suivi des projets ou actions réalisés.

* 1. **Suivi des projets :**

Le point focal de la Collectivité Territoriale Marocaine est tenu de transmettre la situation d’avancement du projet ou de l’action financé par le Fonds africain de manière régulière à la DGCT-Pôle « Coopération et Documentation » selon la fiche d’avancement des travaux (Cf. annexe N° 3).

Cette situation **trimestrielle**, à transmettre aux adresses électroniques mentionnées au niveau de la page 10 du présent document, prendra effet à compter de la date de signature de la convention tripartite.

**A N N E X E S**

**ANNEXE N° 1**



****« FONDS AFRICAIN D’APPUI A LA COOPERATION DECENTRALISEE INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES »****

****Formulaire de dépôt d’une demande d’appui****

**Cas de partenariat bilatéral**

**Cas de partenariat bilatéral**

1. ***INFORMATIONS SUR LES PARTENAIRES :***
   1. ***Partenaire national :***

* Dénomination : ……………………………………………………………………...
* Type de collectivité ([[1]](#footnote-1)): ……………………………………………………………..
* Région d’appartenance : …………………………………………………………….
* Préfecture/Province d’appartenance : ……………………………………………………………………………………….
* Contact 1(Elu) :
  + Nom : ………………………………………………………….
  + Prénom : …………………………………………………….....
  + Fonction : ……………………………………………….……..
  + Numéro GSM : ………………………………………………..
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : ……………………………………………………...
* Contact 2 (Cadre responsable) :
  + Nom : …………………………………………………………
  + Prénom : ………………………………………………………
  + Fonction : ……………………………………………………...
  + Numéro GSM : ………………………………………………..
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : ……………………………………………………...
  1. ***Partenaire africain :***
* Dénomination : ……………………………………………………..
* Type de collectivité ([[2]](#footnote-2)) : ………………………………………….....
* Pays d’appartenance : …………………………………………….....
* Contact 1(Elu) :
  + Nom : …………………………………………………………
  + Prénom : ………………………………………………………
  + Qualité : ………………………………………………………
  + Numéro GSM : ……………………………………………….
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : …………………………………………………........
* Contact 2 (Cadre responsable) :
  + Nom : ………………………………………………………...
  + Prénom : ……………………………………………………..
  + Qualité : ……………………………………………………...
  + Numéro GSM : ………………………………………………
  + Numéro fixe : ………………………………………………..
  + Courriel : ………………………………………………….....

1. ***RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET OU ACTION PRESENTE :***
   1. ***Données de cadrage :***

* Intitulé du projet ou action :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Descriptif du projet ou action :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Population cible (bénéficiaires du projet ou action):

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Situation avant la réalisation du projet ou action (données chiffrées) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Objectifs du projet ou action (formulation des objectifs et données chiffrées à atteindre) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. ***Thématique ([[3]](#footnote-3)):***

|  |  |
| --- | --- |
| Planification et aménagement du territoire | …… |
| Appui aux services de base rendus aux citoyens | …… |
| Renforcement institutionnel des collectivités territoriales | …… |
| Transfert des connaissances, du savoir et savoir-faire en matière de gestion des collectivités territoriales | …… |
| Développement durable (gestion des déchets ménagers, assainissement liquide, gestion des ressources naturelles, énergies renouvelables, adaptation aux changements climatiques) | …… |
| Formation et renforcement des capacités | …… |
| Amélioration de la qualité des services rendus aux citoyens | …… |
| Amélioration de la capacité de maîtrise d’ouvrage | …… |
| Etudes de faisabilité | …… |
| Octroi de bourses de formation et de perfectionnement diplômantes | …… |
| Le développement de l’éco-tourisme et du tourisme durable | …… |
| La lutte contre la déperdition scolaire | …… |
| Employabilité des jeunes | …… |
| Autres (A préciser) … | …… |

1. ***MONTAGE TECHNICO-FINANCIER***
   1. ***Données financières :***

* **Coût global du projet ou action** ………………………...………..**Dirhams :**
  + Part mobilisée par le partenaire national : ………………...Dirhams [……] **%**
  + Part mobilisée par le partenaire africain : …………………Dirhams [……]**%**
  + Part sollicitée auprès du Fonds : …………………………..Dirhams [……] **%**
  + Part éventuelle des autres partenaires : ……………………. Dirhams [……] **%**
* **Contributions en nature :**
  + Partenaire national :
    - Description : ……………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………...

* + - Evaluation en Dh : ………………………………………
  + Partenaire africain :
    - Description …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………
    - Evaluation en Dh : ………………………………………
  1. ***Programme d’emploi de la part du Fonds :***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Intitulé du projet ou action([[4]](#footnote-4))* | *Programme d’emploi*  *(Activités à réaliser)* | *Montant*  *(en Dh)* |
|  |  |  |
|  |  |
|  |  |
| *Total(***[[5]](#footnote-5)***)* |  |

* 1. ***Calendrier prévisionnel de mise en place de la contribution du Fonds (*[[6]](#footnote-6)*):***

|  |  |
| --- | --- |
| *Tranche* | *Montant (En Dh)* |
| Tranche1 |  |
| Tranche2 |  |
| ------ |  |
| ------ |  |
| Total |  |

* 1. ***Planning de réalisation du projet ou action :***
* Durée de réalisation du projet ou action : ……………………… mois
* Planning de réalisation des prestations :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Trimestres  Activités | Trimestre 1 | Trimestre 2 | Trimestre 3 | Trimestre 4 | ---- | ----- |
| Activité 1 |  |  |  |  |  |  |
| ----- |  |  |  |  |  |  |
| Activité 2 |  |  |  |  |  |  |
| ----- |  |  |  |  |  |  |
| Activité 3 |  |  |  |  |  |  |
| ------ |  |  |  |  |  |  |

* Date de lancement des prestations : /……//……//…………/
* Date d’achèvement prévisionnelle des prestations : /……//……//…………/

1. ***AUTRES INFORMATIONS :***

* Cette action ou projet est-il inscrit dans le cadre d’une convention de partenariat déjà signée entre les partenaires ? :
  + Oui :
  + Non :
  + Si oui :
    - Date de signature de la convention : /……//……//…………/
    - Date de visa par les autorités compétentes : /……//……//…………/
    - Année de l’entrée en vigueur de la convention : ……………
    - Durée de la convention : …………… ans
* Observations ([[7]](#footnote-7)):

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. ***DOCUMENTATION D’ACCOMPAGNEMENT :***

* Liste des documents joints au présent formulaire ([[8]](#footnote-8)):
  + La lettre conjointe d’intention :
  + Le formulaire dûment renseigné :
  + Le dossier de création d’un Compte de Dépenses sur Dotations :
  + La note de cadrage :
  + La convention de partenariat signée par les deux partenaires :
  + Le rapport sur la coopération décentralisée :
  + L’attestation de contribution financière d’autres partenaires institutionnels :
  + Autres documents (nature à préciser):
    - …………………………………………………………
    - …………………………………………………………

***Fait à -----------------------le*** : /……/ /………/ /…………/

***Signé (Nom, prénom et qualité) :***



****« FONDS AFRICAIN D’APPUI A LA COOPERATION DECENTRALISEE INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES »****

****Formulaire de dépôt d’une demande d’appui****

**Cas de partenariat triangulaire**

1. ***INFORMATIONS SUR LES PARTENAIRES :***
   1. ***Partenaire national :***

* Dénomination : ……………………………………………………………………
* Type de collectivité ([[9]](#footnote-9)) : ………………………………………………………….
* Région d’appartenance : …………………………………………………………..
* Préfecture/Province d’appartenance : ……………………………………………
* Contact 1(Elu) :.
  + Nom : ………………………………………………………….
  + Prénom : …………………………………………………….....
  + Qualité : ……………………………………………….……..
  + Numéro GSM : ………………………………………………..
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : ……………………………………………………...
* Contact 2 (Cadre responsable) :
  + Nom : ………………………………………………………….
  + Prénom : …………………………………………………….....
  + Qualité : ……………………………………………….……..
  + Numéro GSM : ………………………………………………..
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : ……………………………………………………...
  1. ***Partenaire africain :***
* Dénomination : …………………………………………………………………….
* Type de collectivité ([[10]](#footnote-10)) : ………………………………………………………….
* Pays d’appartenance : …………………………………………………………….
* Contact 1(Elu) :
  + Nom : ………………………………………………………….
  + Prénom : …………………………………………………….....
  + Qualité : ……………………………………………….………
  + Numéro GSM : ………………………………………………..
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : ……………………………………………………...
* Contact 2 (Cadre responsable) :
  + Nom : ………………………………………………………….
  + Prénom : …………………………………………………….....
  + Qualité : ……………………………………………….………
  + Numéro GSM : ………………………………………………..
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : ……………………………………………………...
  1. ***Apporteur de la coopération pour le développement :***
  + Nom de l’organisme : …………………………………………
  + Personne contact :
    - Nom : …………………………………………...
    - Prénom : ………………………………………..
  + Qualité : ……………………………………………….………
  + Numéro GSM : ………………………………………………..
  + Numéro fixe : …………………………………………………
  + Courriel : ……………………………………………………...
  + Site internet : …………………………………………………

1. ***RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET OU ACTION PRESENTE :***
   1. ***Données de cadrage :***

* Intitulé du projet ou action :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Descriptif du projet ou action :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Population cible (bénéficiaires du projet ou action):

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Situation avant la réalisation du projet ou action (données chiffrées):

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Objectifs du projet ou action (formulation des objectifs et données chiffrées à atteindre) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. ***Thématique ([[11]](#footnote-11)):***

|  |  |
| --- | --- |
| Planification et aménagement du territoire | …… |
| Appui aux services de base rendus aux citoyens | …… |
| Renforcement institutionnel des collectivités territoriales | …… |
| Transfert des connaissances, du savoir et savoir-faire en matière de gestion des collectivités territoriales | …… |
| Développement durable (gestion des déchets ménagers, assainissement liquide, gestion des ressources naturelles, énergies renouvelables, adaptation aux changements climatiques) | …… |
| Formation et renforcement des capacités | …… |
| Amélioration de la qualité des services rendus aux citoyens | …… |
| Amélioration de la capacité de maîtrise d’ouvrage | …… |
| Etudes de faisabilité | …… |
| Octroi de bourses de formation et de perfectionnement diplômantes | …… |
| Le développement de l’éco-tourisme et du tourisme durable | …… |
| La lutte contre la déperdition scolaire | …… |
| L’employabilité des jeunes | …… |
| Autres (A préciser) … | …… |

1. ***MONTAGE TECHNICO-FINANCIER***
   1. ***Données financières :***

* **Coût global du projet ou action : ……………………………… Dirhams**
  + Part mobilisée par le partenaire national : ………………Dirhams [……] **%**
  + Part mobilisée par le partenaire africain : …………….…Dirhams [……] **%**
  + Part sollicitée auprès du Fonds : ………………….……..Dirhams [……] **%**
  + Part mobilisée par d’autres partenaires: ………..……….Dirhams [……] **%**
* Contributions en nature :
  + Partenaire national :
    - Description : …………………………………………………………………….………

…………………………………………………………….…………………………………………………………………………………………….

* + - Evaluation en Dh : ……………………………………………
  + Partenaire africain :
    - Description : …………………………………………………………………………….

…………………………………………………………………………….…………………………………………………………………………….

* + - Evaluation en Dh : ……………………………………………
  1. ***Programme d’emploi de la part du Fonds :***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Intitulé du projet ou action([[12]](#footnote-12))* | *Programme d’emploi*  *(Activités à réaliser)* | *Montant*  *(en Dh)* |
|  |  |  |
|  |  |
|  |  |
| *Total(***[[13]](#footnote-13)***)* |  |

* 1. ***Calendrier prévisionnel de mise en place de la contribution du Fonds ([[14]](#footnote-14)):***

|  |  |
| --- | --- |
| *Tranche* | *Montant (En Dh)* |
| Tranche1 |  |
| Tranche2 |  |
| ------ |  |
| ------ |  |
| Total |  |

* 1. ***Calendrier prévisionnel de mise en place de la contribution de l’apporteur de la coopération pour le développement :***

|  |  |
| --- | --- |
| *Trimestres* | *Montant (En Dh)* |
| Trimestre 1 |  |
| Trimestre 2 |  |
| Trimestre 3 |  |
| ------ |  |
| Total |  |

* 1. ***Planning de réalisation du projet ou action :***
* Durée de réalisation du projet ou action : ………………… mois
* Planning de réalisation des prestations :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Trimestres  Actions | Trimestre 1 | Trimestre 2 | Trimestre 3 | Trimestre 4 | ---- | ----- |
| Action 1 |  |  |  |  |  |  |
| ----- |  |  |  |  |  |  |
| Action 2 |  |  |  |  |  |  |
| ----- |  |  |  |  |  |  |
| Action 3 |  |  |  |  |  |  |
| ------ |  |  |  |  |  |  |

* Date de lancement des prestations : /……//……//…………/
* Date d’achèvement prévisionnelle des prestations : /……//……//…………/

1. ***AUTRES INFORMATIONS :***

* Ce projet est-il inscrit dans le cadre d’une convention de partenariat déjà signée entre les partenaires ? :
  + Oui :
  + Non :
  + Si oui :
    - Date de signature de la convention : /……//……//……………/
    - Date de visa par les autorités compétentes : /……//……//……………/
    - Année de l’entrée en vigueur de la convention : ………………………
    - Durée de la convention : …………… ans
* Observations ([[15]](#footnote-15)):

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. ***DOCUMENTATION D’ACCOMPAGNEMENT :***

* Liste des documents joints au présent formulaire ([[16]](#footnote-16)):
  + La lettre conjointe d’intention :
  + Le formulaire dûment renseigné :
  + Le dossier de création d’un Compte de Dépenses sur Dotations :
  + La note de cadrage :
  + La convention de partenariat signée par les deux partenaires :
  + Le rapport sur la coopération décentralisée :
  + L’attestation de contribution financière d’autres partenaires institutionnels :
  + Autres documents (nature à préciser):
    - …………………………………………………………
    - …………………………………………………………

***Fait à ---------------le*** : /……/ /………/ /…………/

***Signé (Nom, prénom et qualité) :***

**ANNEXE N° 2**



اتفاقية الشراكة من أجل تمويل وتنفيذ المشاريع أو الخدمات المتعلقة بـــــــــــــــــــــ ...............

بين الموقعين أسفله

* وزارة الداخلية – المديرية العامة للجماعات الترابية ( م.ع.ج.م)
* الجماعة الترابية المغربية.........................................، (ج.ت.م)
* الجماعة الترابية الشريكة.........................................، (ج.ت.ش)

**ديباجة**

* تبعا لأحكام ديباجة دستور المملكة المغربية الهادفة بشكل خاص إلى تعزيز التعاون جنوب- جنوب؛
* تبعا لأحكام القوانين التنظيمية الصادرة سنة 2015 والمتعلقة بالجماعات الترابية المغربية التي تسمح لها، على وجه الخصوص، بإبرام اتفاقيات شراكة مع الجماعات الترابية الأجنبية ومجموعاتها في حدود اختصاصاتها وفي إطار التزامات المغرب الدولية؛
* ومراعاة لأحكام القوانين المنظمة للجماعات الترابية الإفريقية؛
* ووعيا بدور التعاون اللامركزي الدولي كأداة للتنمية المستدامة، والمتأقلمة مع كل التغيرات الحاضرة والمستقبلية ومتطلبات الساكنة المحلية بالمجالات الترابية، باعتبارها فضاء لتبادل الخبرات والمعرفة والدراية العملية؛
* وتبعا لأحكام ومقتضيات تدبير دعوات عروض المشاريع للصندوق الإفريقي لدعم التعاون الدولي اللامركزي للجماعات الترابية؛
* واعتبارا أن الأمر يتعلق قبل كل شيء بإقامة علاقة دائمة تقوم على الشراكة والاحترام المتبادل وتبادل الممارسات الجيدة؛
* وأخذا في الاعتبار الأدوار والمهام الموكلة إلى المديرية العامة للجماعات الترابية من حيث الدعم التقني والمالي للجماعات الترابية؛
* وتبعا إلى القرار الذي اتخذته لجنة القيادة للصندوق الإفريقي لدعم التعاون الدولي اللامركزي للجماعات الترابية، في اجتماعها المنعقد بتاريخ .............................................. ………...؛
* وتبعا للمداولة رقم… .................... للمجلس المنتخب للجماعة الترابية (المغربية) بتاريخ ……............................................؛
* وتبعا للمداولة رقم….................. للمجلس المنتخب للجماعة الترابية (الشريكة) بتاريخ ..........................................……. ؛

**يتعهد الشركاء في اتفاقية الشراكة هذه باحترام الالتزامات الواردة أدناه**

البند الأول: موضوع الاتفاقية

الهدف من اتفاقية الشراكة هذه، هو تحديد الشروط والأحكام لتمويل وتنفيذ المشروع أو الإجراء الموضح في المادة رقم 2 أدناه.

البند الثاني: مكونات الاتفاقية

المشروع أو الإجراء الذي سيتم تنفيذه بعنوان "…………………………….. .." بتكلفة إجمالية قدرها… ……………….... درهم (بالأحرف).

البند الثالث: مدة الخدمات

يتم تنفيذ الخدمات التي تغطيها اتفاقية الشراكة هذه على مدى فترة…. شهر. ستبدأ في (الشهر والسنة) على أن تكتمل في …………………………………………………(الشهر والسنة).

البند الرابع: الأهداف المراد تحقيقها

يتوخى المشروع أو الإجراء موضوع اتفاقية الشراكة هذه إلى تحقيق الأهداف التالية:

البند الخامس: التمويل

تتشكل الحزمة المالية للخدمات موضوع اتفاقية الشراكة هذه، والتي تبلغ ............................ درهم (بالأحرف) ، على النحو التالي:

* مساهمة المديرية العامة للجماعات الترابية، من خلال الصندوق الإفريقي، تبلغ …………………….......درهم (بالأحرف).
* مساهمة الجماعة الترابية المغربية تبلغ ………….……………………………………………………………………….....درهم (بالأحرف).
* مساهمة الجماعة الترابية الشريكة تبلغ ………………………………………………………………………………….....درهم (بالأحرف).

البند السادس: مساهمة المديرية العامة للجماعات الترابية

تتعهد المديرية العامة للجماعات الترابية بإحداث "حساب النفقات من المخصصات" لإيواء مساهمات كل من الصندوق الافريقي والجماعة الترابية المغربية، وذلك في أجل أقصاه 15 يوم بعد التوصل بملف إحداث الحساب.

كما تلتزم أيضا بتعبئة الحساب بمساهمة الصندوق الافريقي كما هو محدد في البند الخامس من اتفاقية الشراكة هذه.

البند السابع: مساهمة الجماعة الترابية المغربية

تتعهد الجماعة الترابية المغربية بميزانية مساهمتها على مستوى حساب النفقات من المخصصات، وتقدر حصتها بـ .......................................................................درهم (بالأحرف) لأداء الخدمات المذكورة.

كما تتعهد بدفع حصتها وكذلك مساهمة الصندوق الإفريقي، جزئيًا أو كليًا، وفقًا للبرنامج المخصص في حساب النفقات من المخصصات للحساب المفتوح باسم الجماعة الترابية الإفريقية رقم ...................... .. في ………..................................……..................

سيتم دفع هذه المساهمة بالعملات (اليورو أو الدولار) وذلك بما يناسب الشريكين.

البند الثامن: مساهمة الجماعة الترابية الشريكة

تتعهد الجماعة الترابية الشريكة بتعبئة مساهمتها المالية لإنجاز المشروع أو الإجراء على النحو المحدد في المادة 5 من اتفاقية الشراكة هذه. فهي تتعهد بضمان:

* إنجاز، وتتبع ومراقبة الخدمات،
* التتبع المحاسباتي والمالي،
* إعداد تقارير المتابعة والتقييم،
* التواصل حول المشروع أو الإجراء الذي سيتم تنفيذه.

البند التاسع: قيادة وتتبع الشراكة

يتم تشكيل لجنة للتتبع، تتمثل مهمتها الرئيسية في مراقبة تنفيذ الالتزامات التي تم التعهد بها في اتفاقية الشراكة هذه. ويتولى رئاسة لجنة التتبع هذه رؤساء الجماعات الترابية الشريكة.

وتعقد لجنة التتبع اجتماعاتها مرة في السنة، في مكان تحدده الأطراف المعنية، أو عن بعد، وكلما لزم الأمر ذلك.

وبالمثل، يتم تشكيل لجنة تقنية لتتبع تنفيذ الخدمات المدرجة في إطار اتفاقية الشراكة هذه وتقييمها. وتتمثل مهمتها أيضا في إعداد تقرير/ تقييم سنوي لهذه الشراكة، لتقديمه إلى لجنة تتبع الشراكة. ويتم تعيين أعضاء اللجنة التقنية من قبل رؤساء لجنة التتبع.

تجتمع هذه اللجنة مرتين في السنة، في مكان تحدده الأطراف المعنية، أو عن بعد، وكلما دعت الحاجة إلى ذلك.

البند العاشر: مدة الاتفاقية

تسري اتفاقية الشراكة هذه من تاريخ توقيع الشركاء عليها. يتم إبرامها لمدة تعادل مدة المشروع أو الإجراء المراد إنجازه كما هو موضح في البند 3 من هذه الاتفاقية.

البند الحادي عشر: تسوية المنازعات

تسوى أية خلافات تنشأ عن تفسير أو تطبيق اتفاقية الشراكة هذه، من خلال المشاورات والمفاوضات بين الجانبين.

البند الثاني عشر: أحكام ختامية

1. **يمكن مراجعة هذه الاتفاقية كلما دعت الضرورة إلى ذلك، بالتشاور والتفاوض بين الجانبين ويكون كل تعديل موضوع ملحق موقع من قبل كلا الجانبين ويضاف إلى هذا الاتفاق ويطبق من تاريخ التوقيع عليه.**
2. **يجوز إنهاء اتفاقية الشراكة هذه في أي وقت من قبل أي من الأطراف الموقعة، بشرط أن يتم إبلاغ الشركاء كتابيًا. يصبح هذا الإنهاء ساريًا بعد ستين (60) يوما من تاريخ استلام الموقعين الآخرين لخطاب الإعلام الخاص بتعليق اتفاقية الشراكة هذه.**
3. **لا يؤثر إنهاء اتفاقية الشراكة هذه على تنفيذ المشروع أو الإجراء الحالي، ما لم يتفق الموقعون على خلاف ذلك.**

**حررت هذه الاتفاقية في 03 نسخ أصلية باللغة العربية واللغة .........................(لغة الشريك) تسلم لكل جانب نسخة منها للعمل بموجبها.**

وحرر ب .......................... في ............................................................................

|  |  |
| --- | --- |
| عن وزير الداخلية- الوالي المدير العام للجماعات الترابية  توقيع | |
| عن الجماعة الترابية الشريكة  توقيع | عن الجماعة الترابية المغربية  توقيع |



***CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE FINANCEMENT ET LA REALISATION DES PRESTATIONS RELATIVES A……..***

**ENTRE LES SOUSIGNES**

* Le Ministère de l’Intérieur -Direction Générale des Collectivités Territoriales, dénommée « DGCT »
* La Collectivité Territoriale de ……………........………., dénommée « CTN »
* La Collectivité Territoriale de………………………......, dénommée « CTA »

**PREAMBULE**

* Considérant les dispositions du préambule de la Constitution du Royaume du Maroc visant notamment le renforcement de la coopération Sud-Sud ;
* Vu les dispositions des Lois Organiques de 2015 relatives aux Collectivités Territoriales Marocaines leurs permettant, notamment de conclure des conventions de partenariat avec des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux du Maroc ;
* Vu les dispositions des lois régissant les collectivités territoriales africaines,
* Conscient du rôle de la coopération décentralisée en tant que levier du développement durable et résilient des territoires et en tant qu’espace d’échanges d’expériences, de savoir et savoir-faire ;
* Vu les dispositions du règlement de fonctionnement et des appels à projets du Fonds africain d’appui à la coopération décentralisée internationale des Collectivités Territoriales ;
* Considérant qu’il s’agit avant tout de mettre en place une relation durable, fondée sur le partenariat, le respect mutuel et les échanges de bonnes pratiques,
* Tenant compte des rôles et des missions confiées à la Direction Générale des Collectivités Territoriales en matière d’appui technique et d’assistance financière aux Collectivités Territoriales ;
* Vu la décision prise par le Comité de Pilotage lors de sa réunion tenue le…………….........……… déclarant ce projet éligible au financement du Fonds africain ;
* Vu la délibération N° ....…..du conseil élu de la Collectivité Territoriale de (Marocaine) en date du ……................... ;
* Vu la délibération N° …......du conseil élu de la Collectivité Territoriale de (étrangère) en date du …...............….

**LES PARTENAIRES A LA PRESENTE CONVENTION DE PARTENARIAT S’ENGAGENT A RESPECTER LES ENGAGEMENTS PRIS CI-DESSOUS**

***Article 1. Objet de la convention***

Cette convention de partenariat a pour objet de fixer les conditions et les modalités de financement et de réalisation du projet ou action décrit au niveau de l’article N° 2 ci-dessous.

***Article 2. Consistance***

Le projet ou action à réaliser est intitulé «............................................................…….. » pour un coût global de ..............................................................................….. Dh (en lettres).

***Article 3. Durée des prestations***

La réalisation des prestations objet de cette convention de partenariat est prévue sur une période de .......…. mois. Elles seront entamées le (mois et année) pour être achevés le (mois et année).

***Article 4. Objectifs à atteindre***

Le projet ou action objet de cette convention de partenariat vise à atteindre les objectifs ci-après :

* .
* .
* .
* .
* .
* .

***Article 5. Financement***

Le montage financier des prestations objet de cette convention de partenariat, qui s’élève à ……............................…Dh (en lettres), est le suivant :

* La DGCT, à travers le Fonds africain, participe à hauteur de ..........…..Dh (en lettre)
* La Collectivité Territoriale Marocaine participe à hauteur de …..........Dh (en lettre)
* La Collectivité Territoriale partenaire participe à hauteur de ….........Dh (en lettre).

***Article 6. Contribution de la Direction Générale des Collectivités Territoriales***

La DGCT, s’engage à créer un « Compte de Dépenses sur Dotations » (CDD) pour héberger les contributions du Fonds africain et de la Collectivité Territoriale Marocaine au plus tard 15 jours après la réception du dossier de création de ce compte.

Elle s’engage également à l’alimenter par la contribution du Fonds africain telle que fixée par l’article 5 de la présente convention de partenariat.

***Article 7. Contribution de la Collectivité Territoriale Marocaine***

La Collectivité Territoriale Marocaine s’engage à budgétiser au niveau du CDD sa quote-part, évaluée à …............................Dh (en lettres) pour la réalisation desdites prestations.

Elle s’engage également à verser sa quote-part ainsi que la contribution du Fonds africain, en partie ou en totalité, selon le programme d’emploi du CDD au compte ouvert au nom de la Collectivité Territoriale partenaire N° ………................……......ouvert à …………...........…..

Le versement de cette contribution se fera en devises (Euro ou Dollars) à la convenance des deux partenaires.

***Article 8. Contribution de la Collectivité Territoriale partenaire***

La collectivité territoriale partenaire s’engage à mobiliser sa contribution financière à la réalisation du projet ou action telle que définie à l’article 5 de la présente convention de partenariat.

Elle s’engage à assurer :

* La réalisation, le suivi et le contrôle des prestations ;
* Le suivi comptable et financier ;
* L’établissement des rapports de suivi et d’évaluation ;
* La communication autour du projet ou action à réaliser.

***Article 9. Pilotage du partenariat***

Un Comité de suivi est mis en place dont la mission principale est le suivi des engagements pris dans cette convention de partenariat. Ce comité de suivi est co-présidé par les Présidents des Collectivités Territoriales partenaires.

Il tient ses réunions une fois par an, dans un lieu à déterminer par les parties ou à distance, et à chaque fois que cela s’avère nécessaire.

De même, un Comité Technique est mis en place pour le suivi de l’exécution des prestations inscrites dans le cadre de cette convention de partenariat ainsi que son évaluation. Il a pour mission également de préparer un rapport/bilan annuel de ce partenariat à présenter au comité de suivi. Ses membres sont nommés par les présidents du comité de suivi.

Ce comité tient ses réunions deux (2) fois par an, dans un lieu à déterminer par les parties ou à distance, et chaque fois que cela s’avère nécessaire.

***Article 10 : Durée de la convention***

La présente convention de partenariat prend effet à compter de sa date de signature par les partenaires. Elle est conclue pour une durée équivalente à la durée de réalisation du projet ou action tel que décrit au niveau de l’article 3.

***Article 11 : Règlement des litiges***

Tout différend résultant de l’interprétation ou de l’application de la présente convention de partenariat sera réglé à l’amiable.

***Article 12 : Dispositions finales***

1. La présente convention de partenariat peut être modifiée ou amendée d’un commun accord des signataires.
2. La présente convention de partenariat peut être résiliée à tout instant par l’une ou l’autre des parties signataires, à condition d’en informer les partenaires par écrit. Cette résiliation devient effective soixante (60) jours après la date de réception par les autres signataires de la lettre d’information de la suspension de la présente convention de partenariat.
3. La résiliation de la présente convention de partenariat n’affecte pas la mise en œuvre du projet ou action en cours, à moins que les signataires en conviennent autrement.

Fait à………..*,*le *………….* **e**n trois (3) exemplaires originaux en langue ………………...

|  |  |
| --- | --- |
| Pour le Ministère de l’Intérieur – Wali DGCT  Signé et approuvé | |
| Pour la Collectivité Territoriale Marocaine  Signé | Pour la Collectivité Territoriale partenaire  Signé |



***PARTNERSHIP AGREEMENT FOR THE FINANCING AND IMPLEMENTATION OF SERVICES RELATED TO ……..***

**BETWEEN THE ORDERS**

* The Ministry of the Interior - General Directorate of Territorial Collectivities, known as "DGCT
* The Territorial Collectivity of ........................., named " CTN ".
* The Territorial Collectivity of ............................., called " CTP ".

**PREAMBULE**

* Considering the provisions of the preamble of the Constitution of the Kingdom of Morocco aimed in particular at strengthening South-South cooperation,
* Considering the provisions of the Organic Laws of 2015 relating to Moroccan Local Authorities allowing them, in particular, to conclude partnership agreements with foreign local authorities and their groupings within the limits of their competence and in compliance with Morocco's international commitments,
* Considering the provisions of the laws governing African local authorities,
* Aware of the role of decentralized cooperation as a lever for sustainable and resilient development of territories and as a space for exchange of experiences, knowledge and know-how,
* Considering the provisions of the operating rules and calls for projects of the African Fund for the Support of International Decentralized Cooperation of Local Authorities,
* Considering that it is above all a question of setting up a lasting relationship, based on partnership, mutual respect and exchanges of good practices,
* Taking into account the roles and missions entrusted to the General Directorate of Territorial Communities in terms of technical support and financial assistance to Territorial Communities,
* Considering the decision taken by the Steering Committee of the African Fund during its meeting held on ..................2025,
* Considering the deliberation N° ..... of the elected council of the Territorial Collectivity of (Morocco) dated .......
* Considering the deliberation N° ..... of the elected council of the Territorial Collectivity of (foreign) dated .......

**THE PARTNERS TO THIS PARTNERSHIP AGREEMENT UNDERTAKE TO RESPECT THE COMMITMENTS MADE BELOW**

***Article 1. Purpose of the agreement***

The purpose of this partnership agreement is to set the terms and conditions for financing and carrying out the project or action described in Article 2 below.

***Article 2. Consistency***

The project or action to be carried out is entitled " ................................................... " for a total cost of ..................................... Dh (in words).

***Article 3. Duration of the services***

The realization of the services subject of this partnership agreement is planned over a period of ............... months. They will be started on (month and year) to be completed on (month and year).

***Article 4. Objectives to be achieved***

The project or action covered by this partnership agreement aims to achieve the following objectives:

* .
* .
* .
* .

***Article 5. Financing***

The financial arrangement of the services subject of this partnership agreement, which amounts to ......................Dh (in words), is as follows :

* The DGCT, through the African Fund, participates with ......................Dh (in words)
* The Moroccan Territorial Authority participates up to ........................Dh (in words)
* The African Territorial Collectivity participates up to ..........................Dh (in words)

***Article 6. Contribution of the General Directorate of Territorial Collectivities***

The DGCT undertakes to create an "Endowment Expenditure Account" (EEA) to house the contributions of the African Fund and the Moroccan Territorial Collectivity no later than 15 days after receipt of the file for the creation of this Account.

It also undertakes to provide it with the contribution from the African Fund as set forth in Article 5 of this Partnership Agreement.

***Article 7. Contribution of the Moroccan Territorial Collectivity***

The Moroccan Territorial Community undertakes to budget at the level of the EEA its share, evaluated at ..............................Dh (in letters) for the realization of the said services.

It also undertakes to pay its share as well as the African Fund's contribution, in part or in full, according to the EEA employment program, into the account opened in the name of the African Territorial Collectivity N° ................................ opened at ......................................

The payment of this contribution will be made in foreign currency (Euro or Dollars) at the convenience of both partners.

***Article 8. Contribution of the partner Territorial Collectivity***

The African local authority undertakes to mobilize its financial contribution to the realization of the project or action as defined in Article 5 of the present partnership agreement.

It is committed to ensuring:

* The realization, the follow-up and the control of the services;
* The accounting and financial follow-up;
* The establishment of monitoring and evaluation reports;
* The communication around the project or action to be realized.

***Article 9. Steering of the partnership***

A Monitoring Committee has been set up whose main mission is to monitor the commitments made in this partnership agreement. This monitoring committee is co-chaired by the Presidents of the partner local authorities.

It holds its meetings once a year, in a place to be determined by the parties or at a distance, and whenever necessary.

Similarly, a Technical Committee has been set up to monitor and evaluate the execution of the services provided under this partnership agreement. Its mission is also to prepare an annual report on the partnership to be presented to the monitoring committee. Its members are appointed by the chairmen of the monitoring committee.

This committee shall meet twice a year, at a location to be determined by the parties or at a distance, and whenever necessary.

***Article 10: Duration of the agreement***

The present partnership agreement takes effect from the date of its signature by the partners and its approval by the competent administrative authorities. It is concluded for a duration equivalent to the duration of the project or action as described in article 3.

***Article 11: Dispute Resolution***

Any dispute arising from the interpretation or application of this partnership agreement shall be settled amicably.

***Article 12: Final Provisions***

**1.**This Partnership Agreement may be modified or amended by mutual agreement of the signatories.

**2.**This Partnership Agreement may be terminated at any time by either signatory party, provided that the partners are notified in writing. Such termination shall become effective sixty (60) days after the date of receipt by the other signatories of the letter informing them of the suspension of this Partnership Agreement.

**3.** The termination of this Partnership Agreement shall not affect the implementation of the current project or action, unless the signatories agree otherwise.

Done at ..................., on .................. in three original copies in the language................................

|  |  |
| --- | --- |
| For the Ministry of the Interior-DGCT  Signed and approved | |
| For the Moroccan Territorial Collectivity  Signed | For the partner Territorial Collectivity  Signed |

**ANNEXE N° 3**

**PROJET OU ACTION FINANCE DANS LE CADRE DU FONDS AFRICAIN D’APPUI A LA COOPERATION DECENTRALISEE INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

***SITUATION D’AVANCEMENT ARRETEE AU :***

/……/ /………/ /…………/

Jour mois année

1. **PRESENTATION DU PROJET :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| DONNEES DE CADRAGE | | | |
| Intitulé du projet |  | | |
| Partenaires |  | | |
| Objectifs |  | | |
| Activités prévues |  | | |
| Montage financier | **Partenaires** | **Contribution (en Dh)** | **%** |
| Fonds africain |  |  |
| Collectivité Marocaine |  |  |
| Collectivité partenaire |  |  |
| **Total** |  |  |

1. **CONSOMMATION DES CREDITS :**

***Versements au partenaire :***

Avez-vous versé des crédits au partenaire ?

* Oui :
* Non :
* Si oui, renseignez ce tableau :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Tranches | Montant (en Dh) | Date |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

1. **PLANNING :**

* Date début du projet : ……………………….…………
* Durée de réalisation : ………………………….… mois
* Date prévisionnelle d’achèvement : ……………………
* Pourcentage de réalisation du projet : ……….……… % **([[17]](#footnote-17))**

1. **SITUATION ACTUELLE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET :**

|  |  |
| --- | --- |
| Date | Actions réalisées |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

1. **ACTION PROJETEES :**

|  |  |
| --- | --- |
| Date prévisionnelle | Actions prévues |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

1. **INFORMATIONS PRATIQUES :**
   1. ***Contact avec le partenaire*** :

Le 1er contact avec le partenaire a-t-il été pris ?

* Oui :
* Non :
* Si oui à quelle date : ***…………………………………………..***
* Si non, pourquoi ? :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* 1. ***Organes de gouvernance :***

Les Comités de Pilotage et de suivi ont-ils été mis en place ?

* Oui :
* Non :
* Si oui, joindre la liste des membres avec leurs coordonnées.
* Si non, pourquoi ? …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………
  1. ***La convention de partenariat a-t-elle été établie entre les partenaires et signée par la DGCT ?***
* Oui :
* Non :
* Si non, pourquoi : …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………
  1. ***Un chronogramme de réalisation des actions a-t-il été établi entre les partenaires ?***
* Oui :
* Non :
* Si oui, joindre une copie de ce chronogramme.
* Si non, pourquoi : …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. **OBSERVATIONS ([[18]](#footnote-18)) :**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. *() Région ou Préfecture/Province ou Commune.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *() Région ou Préfecture/Province ou Commune ou groupement de collectivités territoriales.* [↑](#footnote-ref-2)
3. () *Cochez une ou plusieurs cases.* [↑](#footnote-ref-3)
4. *() Cet intitulé doit être le même que celui mentionné au niveau de la partie II-a.*  [↑](#footnote-ref-4)
5. *() Ce total doit correspondre à la part sollicitée auprès du Fonds (III-a).* [↑](#footnote-ref-5)
6. *() ce calendrier devra être aligné sur les conditions de mise en place de la contribution du Fonds d’appui (voir la partie X du règlement).* [↑](#footnote-ref-6)
7. () *Citez toute information jugée nécessaire* *d’être communiquée sur le projet présenté au Fonds et qui n’a pas fait l’objet de ce formulaire (5 lignes maximum).*  [↑](#footnote-ref-7)
8. () *Cochez les cases correspondantes. .*  [↑](#footnote-ref-8)
9. *() Région ou Préfecture/Province ou Commune.* [↑](#footnote-ref-9)
10. *() Région ou Préfecture/Province ou Commune ou groupement de collectivités territoriales.* [↑](#footnote-ref-10)
11. () *Cochez une ou plusieurs cases.* [↑](#footnote-ref-11)
12. *() Cet intitulé doit être le même que celui mentionné au niveau de la partie II-a.*  [↑](#footnote-ref-12)
13. *() Ce total doit correspondre à la part sollicitée auprès du Fonds (III-a).* [↑](#footnote-ref-13)
14. *() ce calendrier devra être aligné sur les conditions de mise en place de la contribution du Fonds d’appui (voir la partie IX du règlement).* [↑](#footnote-ref-14)
15. () *Citez toute information jugée nécessaire* *d’être communiquée sur le projet présenté au Fonds et qui n’a pas fait l’objet de ce formulaire (5 lignes maximum).*  [↑](#footnote-ref-15)
16. () *Cochez les cases correspondantes.*  [↑](#footnote-ref-16)
17. () A estimer entre 0% et 100%. [↑](#footnote-ref-17)
18. **()** Citez toutes autres observations afférentes à ce projet et qui n’ont pas fait l’objet de cette fiche. [↑](#footnote-ref-18)